

## Zoom sur ...

[...l'évolution de l'épidémie COVID-19 et les mesures entreprises par les pays ouest-africains pour y faire face](#)❖ **Tous les pays d'Afrique de l'Ouest sont désormais touchés par l'épidémie**

En Afrique de l'Ouest (Nigéria et Ghana exclus), au 26 mars 2020, le COVID-19 s'est répandu dans tous les pays. On enregistre 418 cas confirmés au total dont 10 décès et 22 guérisons. Le Burkina Faso, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont pour l'instant les plus touchés (152, 105 et 96 cas confirmés respectivement).

Pays	Cas avérés de COVID-19 au 27/03/2020
Bénin	6
Burkina Faso	152 (7 décès)
Cap-Vert	5 (1 décès)
Côte d'Ivoire	96
Gambie	3 (1 décès)
Guinée	4
Guinée-Bissau	2
Libéria	3
Mali	4
Mauritanie	3
Niger	10 (1 décès)
Sénégal	105
Sierra Leone	1
Togo	24
<b>Total</b>	<b>418</b>

Afin de **limiter la transmission du virus**, les principales mesures adoptées dans la région (qui varient selon les pays) sont :

- la mise en quarantaine de toute personne suspecte ;
- **la fermeture des aéroports** et de certaines frontières sauf marchandises, ou la limitation de délivrance de visas pour les pays les moins touchés ;
- **un couvre-feu au Burkina Faso, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Mali**, et des limitations sur le déplacement des personnes sur les territoires nationaux ([interdiction de quitter Abidjan par exemple en Côte d'Ivoire](#)) ;
- la fermeture des **établissements scolaires et universitaires** ;
- **l'interdiction de tout rassemblement** de plus de 10, 50 ou 100 personnes ;
- la **fermeture des bars, maquis et restaurants** ;
- la suspension des cérémonies religieuses.

❖ **Les mesures de prévention sanitaire se structurent autour de plans de riposte chiffrés qui incluent également des dispositions d'ordre économique**

Plusieurs Etats travaillent à l'élaboration de plans de riposte à l'épidémie.

- Au **Burkina Faso**, ce plan est estimé à plus de **9 Mds FCFA** (13 M EUR) et prend en compte 9 domaines : la surveillance des points d'entrée, les équipes d'intervention rapide, le système de surveillance épidémiologique, le laboratoire et le diagnostic, la prévention et contrôle des infections et la gestion des cas.
- Au **Sénégal**, [le Président a annoncé le 23 mars](#) : (i) **la création du fonds « FORCE COVID 19 » de 1 000 Mds FCFA** (1,5 Md EUR), qui devrait être constitué d'une nouvelle priorisation des dépenses, d'appel aux bailleurs et des reports d'échéances fiscales ; (ii) une allocation de 69 Mds FCFA consacrés à l'achat de vivres pour l'aide alimentaire d'urgence ; (iii) des mesures générale de remise partielle de la dette fiscale constatée au 31/12/2019 due par les entreprises et les particuliers (200 Mds FCFA) et des mesures spécifiques à destination des secteurs les plus affectés par la crise sanitaire (hôtellerie, restauration, transport, culture, presse). Le chiffre de 1000 Mds FCFA pourrait couvrir ces deux dernières mesures.
- [La Côte d'Ivoire a également élaboré un plan de riposte](#) dont les principaux objectifs sont : (i) limiter la propagation du Coronavirus, (ii) la prise en charge des cas confirmés tout en assurant la sécurité de la chaîne d'intervenants, (iii) le renforcement du système sanitaire et (iv) la capacité d'intervention rapide en cas de flambée de l'épidémie. **Ce plan de riposte a été évalué à 95,8 Mds FCFA** (150 M EUR) financé à hauteur de 25% par la partie nationale, le solde étant à rechercher auprès de la communauté des bailleurs. Il se fonde sur un scénario tendanciel médian ivoirien (30 cas pour 100 000 habitants avec un pic en avril 2020 estimé avec 8 000 cas dont 1 600 graves et 6 400 légers).
- La **Sierra Leone** a élaboré [un plan de riposte d'un montant de 7,5 M USD](#), se déclinant en 4 composantes : soutien aux institutions nationales et sous-nationales de santé publique pour la prévention (2,8 M USD) ; renforcement des institutions et des plateformes nationales multisectorielles pour l'élaboration de politiques publique (1 M USD) ; réponse d'urgence COVID-19 (3,2 M USD) ; gestion de la mise en œuvre et suivi et évaluation (0,5 M USD).
- En **Gambie**, avec l'aide de partenaires techniques et financiers dirigés par l'OMS, le gouvernement a

préparé un plan d'action COVID-19 de **9 M USD** (8,2 M EUR) pour équiper les installations de test, prendre des dispositions de quarantaine et de confinement médical, et former le personnel médical et le personnel aux frontières.

❖ **Les partenaires financiers des pays de la région se mobilisent pour contribuer au financement de ces plans**

Si ces mesures sont en partie financées sur les ressources domestiques des Etats, **les autorités locales ont aussi lancé un appel à leurs partenaires techniques et financiers (PTF)**. Dans la majorité des pays, les réunions techniques entre les autorités et les PTF se sont ainsi poursuivies cette semaine. La France s'est par exemple engagée à soutenir le plan de riposte de la Côte d'Ivoire [lors de sa présentation aux PTF par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly](#), le 23 mars.

De plus, comme annoncé la semaine dernière, **la Banque mondiale et le FMI ont déjà indiqué la création d'enveloppes budgétaires** spécifiques dédiées à la lutte mondiale contre le l'épidémie. [Le FMI met environ 50 Mds USD à disposition des pays à faible revenu et des pays émergents](#), dont **10 Mds USD sont disponibles à taux zéro pour les pays les plus pauvres**, afin d'aider les Etats à faire face à leurs besoins de financement. Concernant la Banque mondiale, elle apporte une enveloppe de **14 Mds USD**, dont 6 Mds USD sont destinés au renforcement des systèmes nationaux de santé publique et 8 Mds USD visent à soutenir le secteur privé. **Plusieurs Etats ont d'ores et déjà fait appel aux deux institutions internationales.**

[L'Union européenne est également mobilisée.](#) En plus de ses contributions aux plans de riposte de plusieurs pays de la région (sans que des précisions sur les montants exacts n'aient été systématiquement annoncées), **l'UE a annoncé une contribution exceptionnelle d'un montant total de 113,5 M EUR à l'Organisation mondiale de la Santé.** L'UE contribuera notamment au Plan stratégique de préparation et de riposte contre le COVID-19 lancé le 5 février par l'OMS, dont les pays d'Afrique de l'Ouest font partie des pays prioritaires. Par ailleurs, **15 M EUR seront directement consacrés à l'Afrique, notamment via un soutien à l'Institut Pasteur de Dakar** et à son réseau (qui inclut plusieurs pays de la région) pour mettre en place des formations d'experts, diffuser des moyens de diagnostic rapide et renforcer la surveillance épidémiologique. Ces activités incluront l'utilisation du laboratoire mobile de l'UE hébergé à Dakar.

[La Banque ouest-africaine de développement \(BOAD\) a indiqué](#) le 25 mars qu'elle débloquerait **une enveloppe de 15 Mds FCFA (24,7 M EUR) pour chacun de ses 8 pays membres.** Ce décaissement sera accompagné d'un

gel de 76,6 Mds FCFA (116,8 M EUR) de remboursements de créances, portant l'assistance de la Banque de développement à plus de 196 Mds FCFA (295 M EUR).

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a levé 3 Mds USD dans le cadre d'une obligation à 3 ans afin d'aider les pays africains à atténuer l'impact de la pandémie.](#) L'obligation dénommée, « Fight Covid-19 Social Bond », a suscité l'intérêt des banques centrales et des institutions officielles (53%), des trésors bancaires (27%) et des gestionnaires d'actifs (20%), y compris des investisseurs socialement responsables, avec des offres dépassant les 4,6 Mds USD. Il s'agit de la plus grande obligation « sociale » jamais lancée sur les marchés financiers internationaux à ce jour, et du plus grand emprunt de référence en USD jamais émis par la BAfD. Elle est assortie d'un taux d'intérêt de 0,75%.

[Par ailleurs, l'Afreximbank met en place un dispositif de financement de 3 Mds USD pour amortir l'impact du COVID-19.](#) Ce dispositif d'atténuation de l'impact de la pandémie sur le commerce (Pandemic Trade Impact Mitigation Facility, PATIMFA), approuvé par le conseil d'administration de la Banque le 20 mars, aidera les banques centrales des pays membres et d'autres institutions financières à **faire face aux paiements de la dette commerciale.** Ce dispositif sera également disponible pour soutenir et **stabiliser les ressources en devises des banques centrales** des pays membres, leur permettant dans l'urgence de **supporter les importations essentielles.** Il sera mis à disposition par le biais de financements directs, de lignes de crédit, de garanties, de swaps de devises et d'autres instruments similaires.

D'autres bailleurs de fonds sont mobilisés : [la Banque arabe pour le développement économique en Afrique \(BADEA\)](#) a annoncé allouer 100 M USD aux pays d'Afrique subsaharienne pour la lutte contre le COVID-19 ; [la Banque islamique de développement prévoit de débloquer 2 Mds USD](#), etc.

Enfin, **lors de la Conférence des ministres des Finances du G20** sur la pandémie de COVID-19, qui s'est tenue le 23 mars 2020, le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, a lancé un appel aux pays membres du G20 les invitant à **suspendre les remboursements de dette publique bilatérale des pays les plus pauvres.** Cet appel fait suite à [la demande formulée par les ministres africains des Finances](#), lors d'une conférence en ligne organisée par la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies. Le 26 mars, à l'issue du sommet du G20 également organisé en vidéoconférence, les dirigeants des pays membres du G20 ont annoncé leur volonté d'injecter plus de 5000 Mds USD dans l'économie mondiale pour lutter contre les répercussions sociales, économiques et financières COVID-19.

## ACTUALITE REGIONALE

---

### **COVID-19 : Les pays africains pourraient obtenir une suspension du paiement du service de leurs dettes**

A l'issue d'une conférence virtuelle organisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unis le 19 mars 2020, [les ministres africains des Finances ont arrêté une série de mesures consensuelle afin de faire face aux impacts sociaux et économiques du COVID-19](#). Les Ministres ont également interpellé les institutions internationales, en particulier la Banque mondiale, le Fonds Monétaire Internationale (FMI) et la Banque centrale européenne, sur le soutien qu'elles pourraient apporter à l'Afrique. Ce soutien, évalué à 100 Mds USD (91 Mds EUR), comprendrait la renonciation immédiate à tous les paiements d'intérêts de la dette publique (incluant les obligations souveraines), estimés à 44 Mds USD (40 Mds EUR) pour 2020, avec une extension possible à moyen terme. Cette requête a trouvé un écho favorable puisque [la Banque mondiale et le FMI ont lancé un appel à tous les créanciers bilatéraux publics à suspendre, avec effet immédiat, les paiements au titre du remboursement de la dette des pays IDA](#) qui en demandent une dispense. A cet effet, les deux institutions solliciteront l'approbation du Comité du développement, lors des Réunions de printemps les 16 et 17 avril prochain, pour élaborer un projet d'action globale des créanciers bilatéraux publics en réponse aux besoins de financement et d'allègement du poids de la dette des pays IDA (dont fait partie l'ensemble des pays d'Afrique de l'ouest). Pour information, l'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus vulnérables à travers des dons et des prêts concessionnels. Toutefois, il est à noter que cette initiative pourrait ne pas concerner tous les pays africains puisque certains (comme l'Afrique du Sud, l'Egypte et le Maroc, touchés également par le COVID-19) ne sont pas éligibles aux ressources de l'IDA.

### **COVID-19 : la BCEAO adopte des mesures de soutien au système bancaire et au financement des économies de l'UEMOA**

Au regard de l'impact négatif que la crise pourrait avoir sur les économies de l'UEMOA, [la BCEAO a décidé de huit mesures dans l'optique de soutenir le système bancaire et le financement des économies de la zone](#). De façon spécifique, ces actions visent entre autres à accroître la liquidité du système bancaire (accroissement des ressources injectées lors des opérations d'open-market, élargissement du champ des mécanismes d'accès au refinancement...), à soutenir le budget des Etats de façon indirecte par l'affectation de 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) à la BOAD afin d'accroître ses ressources concessionnelles et à accompagner les entreprises qui éprouveront des difficultés à faire face au remboursement de leur prêt (possibilité de report d'échéances). Tout en assurant d'approvisionner les banques en billets en quantité et en qualité suffisantes, la BCEAO entend également mener des négociations en vue de réduire les coûts des transactions de monnaie électronique dans la zone.

### **COVID-19 : Don de la Fondation Jack Ma dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 en Afrique**

[Pour soutenir la lutte contre le COVID-19 en Afrique, la Fondation Jack Ma et Alibaba ont fait un don d'équipement médical](#) comprenant plus de 1,5 million de kits de tests de diagnostic de laboratoire et plus de 100 tonnes de produits de prévention et de contrôle des infections. La cargaison est arrivée à Addis-Abeba (Ethiopie) le 22 mars 2020. Elle sera acheminée par la suite vers chacun des pays membres de l'Union Africaine, avec le concours d'Ethiopian Airlines. Ainsi, chaque pays devrait recevoir 20 000 kits de tests de diagnostic de laboratoire, 100 000 masques médicaux et 1 000 combinaisons de protection et écrans faciaux.

### **La Banque africaine de développement accorde une facilité de financement de 15 M EUR pour soutenir le logement social dans l'espace UEMOA**

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a accordé une facilité de financement](#) de 15 M EUR à la Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA (CRRH). Ce montant comprend un prêt de 10 M EUR sur ressources de la Banque et un prêt de 5 M EUR sur ressources de l'Africa Growing Together Fund (AGTF : Fonds de cofinancement mis en place par la BAfD et la Banque Populaire de Chine). Cette facilité permettra à la CRRH d'octroyer davantage de ressources longues exclusivement dédiées au déploiement de prêts au

logement abordables. Pour rappel, la CRRH finance les portefeuilles de prêts au logement émis par ses 55 banques actionnaires en levant des ressources longues sur le marché obligataire régional et auprès des institutions financières de développement. Les banques commerciales accordent actuellement environ 15 000 prêts à l'habitat par an dans la région.

### **Endeavour fusionne avec Semafo et devient le plus grand producteur d'or d'Afrique de l'Ouest**

Les compagnies minières Endeavour Mining (cotée à Toronto et dirigée depuis Londres) et Semafo (basée au Canada), actives sur plusieurs projets miniers en Afrique de l'Ouest, ont conclu [un accord définitif de fusion afin de former une entité leader dans l'industrie aurifère](#). Les actionnaires d'Endeavour détiendront environ 70% de l'entité combinée, contre 30% pour ceux de Semafo. La transaction, d'une valeur de 1 Mds CAD (640 M EUR), permet à la société ainsi créée d'être membre du top 15 des plus grands producteurs aurifères mondiaux et le plus grand en Afrique de l'Ouest, avec six opérations en cours et une production d'1 M onces d'or par an. Selon les termes convenus, les actionnaires de Semafo recevront 0,1422 action d'Endeavour, pour chaque action ordinaire détenue dans la société. L'opération pourrait aboutir à des synergies entre plusieurs actifs en Afrique de l'Ouest, notamment les deux mines que les compagnies détiennent dans la ceinture de Houndé, au Burkina Faso. Cet accord intervient quelques semaines après l'échec de la tentative de fusion d'Endeavour avec la société Centamin, principalement présente en Egypte. Pour rappel, l'or est le premier produit d'exportation de l'UEMOA (23,2% des exportations totales, à 5,3 Mds EUR en 2018) devant le cacao (17,1%) et les produits pétroliers (10%). Il est principalement extrait au Mali (61,2 tonnes en 2018), au Burkina Faso (59,3 tonnes), en Côte d'Ivoire (40,9 tonnes), en Guinée (27,3 tonnes) et au Sénégal (17,5 tonnes).

### **Rachat des actifs de Total au Libéria et en Sierra Leone par Conex**

[Le groupe libérien Conex a signé un accord avec le groupe pétrolier et gazier français Total pour racheter ses activités de commercialisation de carburant au Libéria et en Sierra Leone](#). Une opération qui pourrait permettre au groupe de devenir le leader du marché dans les deux pays. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué publiquement. La cession devrait être effective dans les six mois ; toutefois, Conex devrait conserver la marque Total pendant deux ans. Le groupe est déjà présent dans plusieurs pays en Afrique de l'Ouest, dont le Ghana et la Guinée.

## **BENIN**

---

### **Appui de plus de 90 M EUR de la Banque arabe pour le développement en Afrique et du Fonds saoudien pour développer l'accès à l'électricité**

[La Banque arabe pour le développement en Afrique \(BADEA\) et le Fonds saoudien de développement \(FSD\) accordent au Bénin un financement concessionnel de 62 Mds FCFA](#) (93,6 M EUR) pour un programme visant à développer l'accès durable à l'électricité de qualité pour les usages domestiques, commerciaux et industriels. Le taux d'accès à l'électricité visé est de 75% d'ici 2025 dans tout le pays, plus précisément de 50% en milieu rural et de 90 % en ville. Le financement de la BADEA et du FSD permettra notamment de développer le réseau de transport pour l'alimentation en énergie électrique de la Zone franche industrielle de Semé-Kpodji et du futur aéroport de Glo-Djigbé. Il permettra également de sécuriser l'alimentation en énergie électrique des logements sociaux et de la cité administrative de Ouèdo dans la commune d'Abomey-Calavi.

## **BURKINA FASO**

---

### **Nouvelles mesures prises par les autorités pour lutter contre la pandémie du COVID-19**

Pour contenir la pandémie, [le gouvernement a pris plusieurs mesures importantes](#) annoncées par le Président du Burkina Faso le 22 mars, notamment : l'interdiction de tout regroupement de plus de 50 personnes, des mesures restrictives concernant les restaurants et débits de boissons, l'instauration d'un couvre-feu de 19h à 5h du matin, la fermeture des aéroports de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso aux vols commerciaux à compter du 21 mars pour deux semaines, la fermeture des frontières terrestres (à l'exception du fret), et l'arrêt des transports en commun. Par ailleurs, les opérations d'enrôlement biométrique et les opérations spéciales

de délivrance de cartes nationales d'identité en prévision de la tenue des élections présidentielles et législatives fin 2020 ont été suspendues.

### **Vers un report de la SAMAO 2020**

Les sociétés minières du Burkina Faso considèrent qu'elles ne sont pas prêtes pour participer à [la 5<sup>ème</sup> édition de la Semaine nationale des activités minières d'Afriques de l'Ouest \(SAMOA\)](#), initialement prévue du 18 au 20 juin 2020, puis reportée en septembre. Elles demandent son report en 2021 et sa transformation en biennale. Cette manifestation, prévue à Ouagadougou, aura pour thème « Gouvernance du secteur minier africain : quel mécanisme pour une répartition équitable des revenus ? ».

## **CAP-VERT**

---

### **Le gouvernement prévoit une récession économique en 2020 en raison de l'impact du COVID-19 sur le secteur touristique**

[En raison de la pandémie liée au COVID-19, le gouvernement craint une forte contraction de son PIB et que l'économie entre en récession en 2020](#), alors que les précédentes estimations prévoyaient une croissance de 5,5%. Le tourisme sera le principal secteur touché, avec une baisse du nombre de touristes de plus de 500 000 et la perte potentielle de 18 000 emplois. Le Premier ministre prévoit une perte de revenus de 18 M CVE (162 K EUR) pour le secteur public. Le gouvernement approuvera un budget révisé d'ici le mois de juin. [Standard & Poor's](#) considère que la baisse de la croissance du PIB au Cap-Vert pourrait aller de 2,73 pp, si le tourisme ralentit de 11%, à 6,71 pp si le flux de touristes diminue de 27%.

### **Le gouvernement du Cap-Vert annonce des mesures de soutien aux entreprises**

[Le gouvernement du Cap-Vert a lancé des lignes de crédit garanties par l'Etat](#), qui peuvent aller jusqu'à 100%, d'un montant de 4 Mds CVE (36 M EUR) afin d'augmenter les liquidités des entreprises pendant la pandémie. Ces 4 Mds CVE sont divisés comme suit : (i) 1 Md CVE (9 M EUR) destiné aux grandes entreprises dans tous les domaines d'activité et avec une garantie allant jusqu'à 50%, (ii) 1 Md CVE réservé aux entreprises du tourisme, de la restauration, de l'évènementiel, des agences de voyage, du transport, du divertissement, avec des garanties allant jusqu'à 80%, (iii) 1 Md pour les petites et moyennes entreprises de tous les secteurs avec une garantie allant jusqu'à 100%, (iv) 300 M CVE pour les institutions de microfinance et (v) 700 M pour les micro, petites, et moyennes entreprises, destinées à soutenir les opérations de marchés publics. Le Premier ministre a également annoncé le règlement immédiat par le Trésor des factures en suspens (1 Md CVE), le remboursement de la TVA, l'exonération du paiement des cotisations à l'Institut national de sécurité sociale (INPS), le paiement échelonné de la TVA et de la retenue à la source, ainsi que la suspension et la prolongation des délais d'exécution fiscale. En cas de suspension collective du travail, il a été décidé de verser 70% du salaire brut, 35% étant à la charge de l'employeur et 35% de l'INPS.

### **Financement de 5 M USD de la Banque mondiale pour faire face à la pandémie**

[La Banque mondiale va allouer 5 M USD à l'acquisition d'équipements de test](#) et au renforcement dans le domaine de la communication sur la pandémie.

## **COTE D'IVOIRE**

---

### **Inflation à +2,6% en février en glissement annuel**

[Le niveau des prix a progressé de +2,6% en Côte d'Ivoire en février, en glissement annuel](#) (g.a.). Cette augmentation est tirée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,4% en g.a.), en particulier celle du poisson (+1,3%), des légumes frais (+5,7%) et des tubercules et plantains (+8,3%). Le prix du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles a progressé de 2,7% en g.a. A l'exception des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (-0,1% en g.a.), tous les produits ont connu une légère augmentation de leur prix lors des 12 derniers mois. Pour rappel, le critère de convergence de l'UEMOA fixe le seuil maximal de l'inflation annuel à 3%.

## **La Banque mondiale alloue 220 M USD en faveur du système de santé ivoirien**

[L'unité de coopération des projets santé de la Banque Mondiale a organisé une \(double\) cérémonie](#) en faveur de la clôture du projet de renforcement du système de santé et de réponse aux urgences épidémiques ainsi que du lancement du projet d'achat stratégique et d'harmonisation des financements et des compétences de santé. Cette double cérémonie, selon la directrice des opérations de la Banque Mondiale pour la Côte d'Ivoire, visait à renouveler l'engagement de la Banque Mondiale et du Mécanisme de financement mondial dans le secteur de la santé ivoirien, avec une enveloppe de 220 M USD (335,4 K EUR) pour le financement du projet d'Achat Stratégique et d'Harmonisation des Financements et des Compétences de Santé (le projet SPARK-Santé).

## **Le gouvernement ivoirien envisage des mesures de soutien au secteur privé**

Le Président Alassane Ouattara a déclaré, lors de son adresse à la Nation, avoir demandé au Premier Ministre, Amadou Gon Coulibaly, une étude en concertation avec le secteur privé, sur l'impact économique et financier de ces mesures de prévention contre la COVID-19, sur les entreprises et les ménages en vue de soutenir « l'outil économique et soulager les populations ». Aussi, à l'issue d'une [réunion entre le Gouvernement ivoirien et le secteur privé](#), un comité technique a été mis en place afin de suivre les différentes mesures prises ou à prendre en vue pour accompagner le secteur privé.

## **Plafonnement des prix et interdiction d'exportation des gels hydro-alcooliques**

[Le ministère du Commerce et de l'industrie a fixé officiellement les prix maxima des gels hydro-alcooliques en Côte d'Ivoire](#). En fonction des volumes, ceux-ci varient entre 230 FCFA (0,35 EUR) et 2 400 FCFA (3,7 EUR). Aussi, en vue d'éviter une éventuelle rupture de stock des gels hydro-alcooliques, eu égard à la très forte demande sur le marché local, [le ministère a émis un avis d'interdiction d'exportation de ces produits](#).

## **Levée de fonds par la jeune pousse ivoirienne Coliba auprès d'un fonds allemand**

[Coliba, une entreprise technologique ivoirienne de recyclage des déchets plastiques, obtiendra de la firme d'investissement allemande GreenTec Capital Partners](#), un appui financier dont le montant n'a pas été communiqué. Coliba opère depuis 2017 et a créé plus de 50 emplois, dont 77% occupés par des femmes. Coliba applique les principes de l'économie circulaire pour lutter contre le problème des déchets plastiques en Côte d'Ivoire. En effet, l'application Coliba permet aux utilisateurs de bénéficier d'avantages en recyclant le plastique. Plus de 5 millions de tonnes de déchets sont générés chaque année en Côte d'Ivoire, moins de la moitié étant collectés actuellement, et seulement 3% environ sont recyclés. La start-up ivoirienne envisage de s'implanter d'ici fin 2020 au Nigeria, au Cameroun et au Sénégal.

## **La Banque africaine de développement approuve un financement de 62,4 M EUR pour l'électrification de plus de 1300 localités rurales**

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, le 25 mars, [un prêt de 62,4 M EUR à la Côte d'Ivoire destiné au financement de la première phase du Projet de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité appelé « PROSER I »](#). La réalisation du projet, d'une durée de quatre ans, permettra le raccordement au réseau électrique de 1388 localités dont 1039 (75%) ont moins de 500 habitants. L'électrification de ces localités permettra de porter à 100% le taux de couverture nationale. Au total, près de 797 000 habitants devraient être bénéficiaires. Par ailleurs, il est prévu de donner accès à l'électricité à près de 114 000 ménages aux conditions sociales du Programme électricité pour tous (PEPT) de la Côte d'Ivoire. Le PROSER I est inscrit dans le Programme national d'électrification rurale (PRONER) qui vise notamment le renforcement des capacités énergétiques du pays. Il prévoit la construction de 6 460 km des lignes de 33 kV, 3 419 km de lignes basse tension et 1 394 postes de distribution rurale. De plus, 11 postes de transport d'énergie seront sécurisés afin d'assurer la fourniture continue d'électricité aux populations. La seconde phase du projet consistera au renforcement de onze postes de transport d'énergie afin d'assurer la fourniture continue d'électricité aux populations. Le PROSER I fait partie des 37 projets du portefeuille de la BAfD en Côte d'Ivoire, pour un total d'engagements de 2,1 Mds EUR. Ce portefeuille est dominé par les

infrastructures de transport et celles de l'énergie, qui représentaient 72% des engagements au 31 janvier 2020.

## GAMBIE

---

### **Adoption d'une Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI d'un montant de 47,1 M USD**

[Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, le 23 mars, un accord pour une FEC](#) d'un montant de 47,1 M USD (42,9 M EUR). Le programme soutenu par le Fonds vise à aider la Gambie à mieux se préparer aux chocs extérieurs, à poursuivre une croissance élevée et inclusive, à réduire la vulnérabilité de la dette, à renforcer la gestion des finances publiques et à stimuler la mobilisation des recettes intérieures. Le Conseil d'administration autorise un premier décaissement immédiat de 6,7 M USD en faveur de la Gambie et ouvre la voie à un soutien financier supplémentaire de la part d'un certain nombre de donateurs. Le Fonds note que l'accord de FEC est essentiel pour aider les autorités à faire face aux défis posés par la pandémie de coronavirus COVID-19.

### **Adoption d'une loi qui gèle les prix de tous les produits de base**

Le Président Adama Barrow, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la proclamation de l'état d'urgence, [a adopté une loi qui gèle les prix de tous les produits de base essentiels](#) aux prix auxquels ils étaient vendus le 18 mars 2020 : riz, maïs, millet, farine, poulet, sucre, lait, pain, œuf, viande, poisson, huile de cuisson, oignon, pâte de tomate, ciment, pomme de terre, savon et désinfectants. La thésaurisation de tout produit essentiel est interdite.

## GUINEE

---

### **Tenue – perturbée – du double scrutin le 22 mars 2020**

Le double scrutin référendaire et législatif en Guinée s'est finalement tenu le 22 mars 2020, après plusieurs reports. Selon [une déclaration du ministre de la Citoyenneté et de l'unité nationale](#), celui-ci a été émaillé de violences, avec des actes de vandalisme, de destructions de biens publics et privés, des blessures et pertes en vie humaine. [La France, au cours d'un point de presse tenu le 24 mars, a remis en cause la crédibilité de ce double scrutin](#) ; suivie depuis par des déclarations similaires de l'Allemagne et de l'Union Européenne. Le lendemain de ce point de presse, la Coordination de la Mission Internationale des Observateurs de la Société Civile Africaine (COMISCA), qui a dépêché une mission d'observation en Guinée, a pourtant annoncé dans [un communiqué](#) que « les élections législatives et référendaire du 22 mars 2020 en République de Guinée ont été libres, transparentes et démocratiques » ; non sans noter de « légères insuffisances n'ayant aucun impact déterminant sur le bon déroulement des opérations de vote ».

### **Le Premier Ministre demande un réajustement à la baisse du prix du carburant à la pompe**

Dans un courrier adressé au ministre de l'Economie et des Finances, [le Premier ministre demande à ce que le gouvernement statue sur la réduction des prix à la pompe](#), conformément à l'accord de 2015 portant sur la mise en place d'un mécanisme de flexibilité du prix du carburant en fonction de l'évolution du cours du pétrole sur les marchés internationaux. Cette demande fait suite à la baisse du cours du pétrole sur les marchés internationaux consécutive à l'échec des négociations de l'alliance avec l'OPEP, à la fin février dernier. Le Premier ministre prévoit dans ce cadre un délai minimum d'un mois entre l'observation de la baisse du cours susmentionnée et la réduction effective du prix à la pompe en Guinée.

### **Hausse de l'indice des prix à la consommation en février**

En février 2020, [l'Indice harmonisé des prix à la consommation \(IHPC\) en Guinée a enregistré une hausse de 9,3% en glissement annuel](#), a indiqué l'Institut National de la Statistique. Cette hausse est imputable principalement aux renchérissements des prix des biens et services des branches « Produits alimentaires, boissons et tabac » (+12%) et « Logement, eau, électricité, gaz » (+9,8%). En moyenne annuelle, le taux

d'inflation se situe à 9,4% en février, conforme à l'objectif des autorités de le maintenir à un chiffre. Sur l'ensemble de l'année 2020, il devrait se situer à 8,3%, selon les projections du FMI.

## GUINEE-BISSAU

---

### **Attribution de marchés de construction de centrales solaires à Synohydro et au groupement Hexing/Zed**

La Société africaine des biocarburants et des énergies renouvelables (Saber) a récemment publié, sur son site, [les résultats de l'analyse des candidatures à l'appel d'offres international](#), lancé en février 2019, pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 20 MW à Bissau et de deux mini centrales solaires photovoltaïques de 1 MW chacune, à Canchungo et à Gabu. La construction de la centrale solaire de 20 MW a été attribuée à l'entreprise chinoise Sinohydro pour un montant de 9,2 Mds FCFA (14 M EUR) et un délai d'exécution de 16 mois. Quant aux deux mini centrales solaires, leur réalisation a été confiée au groupement Hexing/ZED-SA, constitué par l'entreprise chinoise Hexing et la malienne ZED-SA, pour un montant global de 4,6 Mds FCFA (7 M EUR) et un délai d'exécution de 14 mois chacun. Les trois projets, dont la maîtrise d'ouvrage déléguée a été confiée à la Saber, seront financés par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD).

## LIBERIA

---

### **Des dépenses à la baisse dans la loi de finances rectificative**

[Le Président George Weah a signé, le 23 mars 2020, la loi rectificative du budget national](#) soumise à son bureau par l'Assemblée nationale. Le nouveau budget de l'Etat s'élève à 505 M USD (459,6 M EUR), contre 526 M USD (478,7 M EUR) dans le budget initial. Pour rappel, le budget du Libéria pour la période fiscale en cours s'étend du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020. Le budget national initial avait été signé le 28 octobre 2019.

### **Deux accords de financement portant sur des infrastructures routières et la construction d'une centrale hydroélectrique adressés au Sénat pour ratification**

[Le Président Weah a adressé deux accords de financement au Sénat pour ratification](#). Le premier, d'un montant de 25 M USD (22,8 M EUR), porte sur l'accord de prêt du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) pour le projet de modernisation de la route Konia-Voinjama. Le projet de route, d'une longueur de 64km, prévoit la modernisation de la route en terre pavée existante avec une chaussée de 7,2 mètres de large et des accotements de 1,5 mètre de large de chaque côté. Il comprend également la rénovation de sept ponts. Le deuxième accord de financement, d'un montant de 6 M USD (5,5 M EUR) octroyé par la Banque africaine de développement, porte sur le projet d'énergie renouvelable pour l'électrification du Libéria (REEL). Il permettra la construction d'une centrale hydroélectrique dans le comté de Nimba. Le taux d'accès à l'électricité dans le pays pourrait progresser de 19,3% actuellement à 30% d'ici 2024.

## MALI

---

### **Inflation à 0,1% en glissement annuel en février**

[L'inflation du mois de février au Mali s'est établie à 0,1% en glissement annuel](#) (g.a.). Cette légère progression a été tirée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, en particulier celle du sel, épices, sauces et produits alimentaires (+11,3% en g.a.), celle des tubercules et plantains (+11,3%), et surtout celle des matières grasses (sauf huiles) (+41,5%). Les articles d'habillement et chaussures ont vu leurs prix progresser de +7,3% en g.a. Le prix du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles a également augmenté de +6,7% en g.a. Ces multiples hausses ont été atténuées par la baisse des prix des biens et services relatifs à la communication (-18,8% en g.a.), des loisirs et culture (-13,3%), et des biens et services relatifs à la santé (-11,2%). Pour rappel, le seuil de l'inflation selon les critères de convergence de l'UEMOA est fixé à 3% par an.



## MAURITANIE

---

### **Création d'un fonds de 2,5 Mds MRU (61,5 M EUR) pour lutter contre le COVID-19**

[Le 25 mars, le Président mauritanien a annoncé la création d'un fonds de 2,5 Mds MRU](#) (61,5 M EUR) pour faire face à la crise de coronavirus. Ce fonds devrait couvrir 7 mesures : i) l'acquisition des médicaments et équipements médicaux nécessaires au traitement du COVID-19 ; ii) le déblocage de 500 M MRU (12,3 MEUR) pour soutenir 30 000 familles dépendantes de femmes, de personnes âgées et de personnes handicapées, principalement à Nouakchott et ce pour 3 mois ; iii) la prise en charge par l'Etat des taxes et droits de douane sur le blé, les huiles, le lait en poudre, les légumes et les fruits pour l'année ; iv) l'annulation des factures d'eau et d'électricité des familles pauvres pendant 2 mois ; v) la prise en charge du coût de l'eau dans tous les villages pour l'année ; vi) la suppression des taxes municipales pour les professions libérales et les petites activités ; vii) l'annulation pour l'année des impôts et redevances pour le secteur de la pêche traditionnel. Le président a également précisé que tous les citoyens ou bailleurs pouvaient contribuer à alimenter le fonds.

### **La Banque Centrale de Mauritanie prend des mesures pour contrer les effets de la crise du Covid-19**

[La BCM a annoncé mercredi 25 mars 2020 la baisse de son taux directeur de 6,5% à 5%](#). Le taux de la facilité de prêt a également été baissé de 9% à 6,5%. La BCM prévoit l'augmentation des ressources mises à la disposition des banques commerciales pour permettre le maintien voire l'accroissement du financement de l'économie. Le Conseil de politique monétaire a ainsi décidé d'élargir pour les banques commerciales son mécanisme de refinancement, d'abaisser le taux des réserves obligatoires de 7% à 5% et le gel du dépôt en ouguiyas sur les produits de première nécessité, initialement exigé pour les ouvertures de crédit documentaire, cela pour une durée de deux mois. Enfin, a été décidée la mise en place d'un mécanisme de swap devises contre ouguiyas MRU pour une période d'un mois.

## NIGER

---

### **Lancement des travaux de réhabilitation d'un axe routier par l'entreprise nigérienne Morey pour un coût de 4,5 M EUR**

[Le 25 mars 2020, les travaux de réhabilitation de la route Terminus-Gamkalé-Saga ont été officiellement lancés](#). Les travaux sont exécutés par l'entreprise nigérienne Morey et financés par l'Etat du Niger pour un coût total de 3 Mds FCFA (4,5 M EUR). Le chantier comprend le bitumage de la route et d'autres travaux connexes, comme le pavage des axes. Il devrait être exécuté en 6 mois. Il s'inscrit dans cadre du programme « Niamey Nyala », lancé par le Président Issoufou Mahamadou.

### **Attribution du marché de construction de collecteurs au groupement Valimo/ECR**

[Les travaux de construction de collecteurs dans la ville de Niamey vont être réalisés par l'entreprise nigérienne Valimo et l'entreprise française ECR Environnement pour un coût de 1,4 Md FCFA \(2,1 MEUR\)](#). Les travaux consistent en la réalisation de 6275 mètres linéaires de collecteurs. Les délais d'exécution sont estimés à 13 mois. Ce marché a été attribué par le gouvernement nigérien dans le cadre du projet de gestion des risques de catastrophes et de développement urbain (PGRC-DU). Il est financé à hauteur de 100 M USD (91 M EUR) par la Banque mondiale et vise à réduire la vulnérabilité des populations exposées aux risques d'inondations par une approche multisectorielle intégrée, ciblant en priorité les zones qui ont été les plus touchées par les inondations de 2012.

## SENEGAL

---

### **Macky Sall décrète l'Etat d'urgence dans la lutte contre le coronavirus**

Les Sénégalais ont entamé, le 24 mars, [l'état d'urgence décrété la veille par le président Macky Sall](#) – une situation qu'ils n'avaient plus vécue depuis le conflit sénégal-mauritanien de 1989. Cette décision est accompagnée des mesures suivantes : confinement dans les réceptifs hôteliers de l'ensemble des 1561 personnes en contact avec la maladie ; couvre-feu sur l'étendue du territoire national de 20h à 6h du matin ;

limitation, et au besoin interdiction, au transport de voyageurs de région à région ; lutte contre toute hausse induite de prix et approvisionnement régulier du pays en produits médicaux et pharmaceutiques.

### **Un repli de 10,4% du trafic de l'AIBD**

Au 18 mars, [le trafic aérien a connu une baisse de 10,4% à l'Aéroport international Blaise Diagne de Diass](#), a annoncé le ministre du Tourisme et des Transport aériens lors d'une rencontre de concertation avec les acteurs du secteur privé, en présence du ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération. Il ajoute que le gestionnaire de l'aéroport évalue la perte cumulée à 57% de l'activité aéroportuaire, compte tenu des mesures de fermeture totale dans le contexte de l'épidémie de COVID-19.

### **Une baisse de 1,5% du taux de croissance attendue**

[Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération a indiqué, le 19 mars](#), que les premières estimations réalisées par son département tablent sur une baisse de 1,5 pp du taux de croissance économique (sur une prévision initiale de 6,8%). Il a également annoncé la création d'un plan de contingence doté d'un budget de 64 Mds FCFA (97,5 M EUR). Ce fonds serait destiné au renforcement des capacités du pays pour faire face à la propagation de la pandémie de COVID-19 et serait essentiellement financé par le budget de l'Etat et la contribution des partenaires au développement. Aucune précision n'a pour l'instant été apportée sur son articulation avec le fonds « FORCE COVID 19 » de 1 000 Mds FCFA (1,5 Md EUR) annoncé par le Président de la République le 23 mars (voir notre zoom).

## **SIERRA LEONE**

---

### **La Banque centrale sierra léonaise adopte des mesures d'atténuation de l'impact du COVID-19**

[Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale de la Sierra Leone a tenu une réunion d'urgence](#) le 18 mars 2020 pour discuter et convenir des mesures politiques nécessaires pour atténuer l'impact potentiellement négatif de la pandémie du COVID-19 sur l'économie nationale. Ainsi, le comité a décidé de (i) la baisse du taux directeur de 150 points de base de 16,5% à 15%; (ii) la création d'une facilité spéciale de crédit de 500 Mds Le (47,5 M EUR) à taux d'intérêt concessionnel pour financer la production, l'approvisionnement et la distribution de biens et services essentiels, à travers le canal des banques commerciales ; (iii) la mise à disposition de ressources en devises pour assurer l'importation de produits essentiels et (iv) l'allongement de la période de constitution des réserves obligatoires des banques commerciales de 14 à 28 jours afin d'atténuer d'éventuels tensions de liquidité.

## **TOGO**

---

### **La capacité togolaise de production de ciment prochainement à 7,5 M tonnes par an**

Plusieurs grands groupes cimentiers présents au Togo ont annoncé une augmentation de leur capacité de production de ciment dans les prochains mois. De plus, d'autres groupes cimentiers qui ne sont pas encore présents au Togo ont annoncé une implantation prochaine dans le pays. Ainsi, [le groupe Heidelberg CIMTOGO passera d'une production annuelle de 1,1 M tonnes actuellement, à 2 M tonnes](#) avec du clinker local ; [Dangote va installer une unité de broyage d'une capacité de 1,5 M tonnes](#) uniquement à partir de clinker importé, tout comme la société burkinabaise KANAZUOE qui prévoit de produire 2,5 M tonnes. Pour rappel, le groupe WACEM Diamond Forcia, produit déjà 1,5 M tonnes de ciment avec du clinker local et importé. La capacité de production de ciment du Togo pourrait s'élever ainsi à 7,5 M tonnes, dont l'essentiel sera disponible pour le marché sous régional déjà largement saturé.

<b>Indicateurs Pays</b>	<b>BEN</b>	<b>BFA</b>	<b>CV</b>	<b>RCI</b>	<b>GMB</b>	<b>GIN</b>	<b>GNB</b>	<b>LBR</b>	<b>MLI</b>	<b>MRT</b>	<b>NER</b>	<b>SEN</b>	<b>SLE</b>	<b>TGO</b>	<b>UEMOA</b>	<b>ASS</b>
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<b>Echanges</b>																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>																
<i>IDH (2018)<sup>3</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>4</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 189 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque